

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 697

Artikel: Bas les masques : finances libérales : le silence est d'or
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025082>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BAS LES MASQUES

Finances libérales: le silence est d'or

Nous lisons dans un extrait du procès-verbal de la séance du 21 juin 1983 du comité central du Parti libéral suisse (PLS):

«M. Attinger informe que les secrétariats cantonaux ont été sollicités par la TV («Tell quel») de donner des informations quant à l'organisation du financement de la campagne (ndlr: des élections fédérales 1983); deux questionnaires extrêmement fouillés. Les secrétaires cantonaux ont pris contact entre eux et avec les autres partis bourgeois. On a donné des réponses assez vagues. *Der Zentralvorstand ist mit diesem Vorgehen durchaus einverstanden. Die Kantonalparteien, die noch nicht geantwortet haben, sind gebeten, es ebenfalls in dieser Art zu tun*

ganz allgemeine Angaben. FDP und CVP werden sich auch daran halten. (trad. DP: Le comité central est d'accord. Les partis cantonaux qui n'ont pas encore répondu sont priés de le faire de la même manière: indications générales. Le parti radical et le parti démocrate-chrétien auront la même attitude.) Soutien financier du PLS aux partis libéraux cantonaux: MM. Sarasin et Wyss informent sur la situation.»

A garder en mémoire pour les jours de grandes envolées parlementaires sur la liberté de la presse, le pluralisme des opinions et le droit à l'information. Les masques tombent en petit comité: voici le vrai visage des ultra-conservateurs dans notre pays, leur mépris de l'opinion publique, leur réticence vis-à-vis de la transparence la plus élémentaire. Le plus consternant: vu ses hautes fonctions au sein du Parti libéral suisse, on est en droit de supposer que

M. Jacques-Simon Eggly, éditorialiste et courroie de transmission de la bonne pensée libérale au «Journal de Genève», a dûment cautionné ces consignes de «discretion»; journalisme quand tu nous tiens...

De son côté, la Télévision suisse romande annonce bien sûr monts et merveilles pour cette émission de «Tell quel» («Le prix d'un fauteuil»). Citons le service de presse de la SSR: «S'il y a plusieurs milliers de candidats aux élections de cet automne, il n'y a que 246 fauteuils sous la coupole fédérale. Alors, que cachent les coulisses de la campagne électorale? Quel est le prix d'un fauteuil à Berne? En prenant plus particulièrement l'exemple du canton de Vaud, Louis Barby et Albert Tille se sont penchés sur les stratégies et les factures des partis. Le résultat est étonnant.»

Il y a du scoop dans l'air.

GÉNIE MILITAIRE

Mettez un Leopard dans votre économie...

Pas de doute: G.-A. Chevallaz a mené son affaire de main de maître, malgré les handicaps qui ont jalonné son parcours: tout d'abord, le temps perdu — près de cinq ans — dans un projet de char suisse qui s'est définitivement ensablé; ensuite la conjoncture budgétaire plutôt morose que nous connaissons. Comment faire passer cette pilule de quatre milliards et demi alors que le climat général est aux économies?

Eh bien, nous achèterons un char allemand que nos voisins d'outre-Rhin ont déjà rodé: il roule, il virevolte, il tire, c'est juré. De ce côté, pas de contestation possible.

Reste le coût. Et c'est là qu'intervient l'idée de génie: transformer une dépense «a priori» peu populaire en un coup de fouet à la métallurgie

suisse en difficulté et consolider la défense nationale en assurant des places de travail. Mettez un Leopard dans votre économie et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes! Trente-cinq unités seront achetées toutes faites aux Allemands, le reste — 385 chars — sera construit en Suisse sous licence. Un blindé presque suisse. Sous la haute direction de Bührle. Mais, c'est promis, le travail sera réparti entre plusieurs centaines d'entreprises. On n'oubliera pas de faire le bilan le moment venu, car en matière d'inégalités de traitement entre les régions, il y a des précédents militaires plutôt fâcheux...

Si l'idée est géniale, elle coûte cher: 550 à 600 millions de plus que pour l'achat direct au fabricant allemand. Le prix d'une certaine relance.

Ce que propose le Conseil fédéral, c'est un multi-pack, défense nationale et aide à l'industrie suisse. Mettons entre parenthèses la question fondamentale de l'utilité de l'arme blindée dans le cadre de la défense militaire helvétique.

Admettons, hypothèse de travail, que ces 420 chars sont nécessaires.

Admettons également que nous sommes prêts à payer 4,5 milliards pour ces joujoux.

Pourquoi lier ces 600 millions à l'achat du Leopard? Pour les quelques centaines de postes de travail garantis pendant une quinzaine d'années?

Les dépenses militaires, on le sait, sont des investissements improductifs: un char ou un canon ne crée pas de richesse.

Alors, toujours dans le cadre de notre hypothèse de départ, pourquoi ne pas acheter la totalité de cette colonne blindée en Allemagne et trouver une autre affectation aux millions ainsi «économisés»? Une affectation plus productive, qui créerait plus d'emplois encore.

Prenons l'exemple des économies d'énergie (il y en a sûrement d'autres encore). Quel lecteur au fait de